

La voix de l'opposition de gauche

Le 5 novembre 2017

CAUSERIE

- [Causerie au format pdf](#)

Voilà que le pauvre type qui s'acharne à me traîner dans la boue avec ses courriels insignifiants, me traite maintenant de "*pabliste*". Merci de nous confirmer que la vieillesse est un naufrage... mais pas toujours !

Dossier sur l'Espagne

Leurs intérêts de classe et les nôtres - La Tribune des travailleurs (POID)

Lâchés par leur propre classe sociale – l'Union européenne (à laquelle ils avaient prêté allégeance) qui mène croisade contre la République catalane et les patrons qui délocalisent leur siège social –, les dirigeants nationalistes bourgeois et petit-bourgeois de la Généralité de Catalogne ont apparemment renoncé à toute résistance sérieuse.

A contrario, la terreur de classe inspirée aux capitalistes et aux banquiers par la proclamation de la République aurait pu (et dû) conduire les travailleurs de tout l'État espagnol à comprendre où se situaient leurs intérêts de classe. Mais pour cela, il aurait fallu qu'au lendemain du 1er octobre les organisations qui disent représenter les ouvriers, les paysans et les jeunes les appellent, dans toute l'Espagne, à des meetings ouvriers sur les mots d'ordre : « La République en Catalogne ouvre la voie à la République dans toute l'Espagne ! Forgeons l'unité des travailleurs des villes et des campagnes de toutes les régions de l'État espagnol, pour en finir avec les plans anti-ouvriers dictés par le FMI et l'Union européenne, pour un processus constituant permettant d'abattre la monarchie franquiste et d'établir les Républiques dans toutes les régions et l'union libre des Républiques libres de tout l'État espagnol ! »

Les dirigeants des organisations issues du mouvement ouvrier en ont décidé autrement. Ceux du Parti socialiste ouvrier espagnol se sont vautrés dans la soumission à la monarchie jusqu'à participer à la mise en œuvre du honteux article 155. Ceux du Parti communiste et de Podemos, tout comme les dirigeants des centrales syndicales, tout en condamnant la répression, ont voté contre la proclamation de la République, appuyés en cela par la plupart des organisations (d'extrême gauche) petites ou grandes*.

Tous ces dirigeants ont, de fait, prêté allégeance au maintien de la monarchie et aux diktats de Bruxelles et de Francfort.

Certes, une mobilisation ouvrière dans tout l'État espagnol autour de la République catalane, premier pas vers les Républiques dans toute l'Espagne, n'était pas en soi une garantie de victoire. Mais la classe ouvrière aurait été appelée à jouer son rôle, son propre rôle en toute indépendance, préparant ainsi, immédiatement ou à une prochaine étape, le renversement de la monarchie, l'établissement de la République et de la démocratie, ouvrant la voie à son propre pouvoir.

Certes, rien n'est encore joué et les semaines qui viennent peuvent réserver bien des rebondissements.

Mais les dirigeants d'organisations ouvrières qui n'osent pas, quand vient l'heure de l'action, sont définitivement perdus pour la cause.

D'où l'importance, dans chaque pays, de construire un parti ouvrier qui refuse de se soumettre, non seulement en paroles, mais aussi en actes.

D'où l'importance, en France, de construire un parti ouvrier, indépendant et démocratique, résolu à aider la classe ouvrière et le peuple à mener jusqu'au bout le combat pour la rupture avec la Ve République et l'Union européenne, pour l'Assemblée constituante, premier pas vers la démocratie.

(<https://latribunedestravailleurs.fr/2017/11/03/leurs-interets-de-classe-et-les-notres/>)

Ma position.

Le mot d'ordre de République en Catalogne ou plutôt dans toute l'Espagne peut constituer un objectif politique unissant l'ensemble des classes exploitées et opprimées pour abattre la monarchie parlementaire héritée du franquisme, tandis que le mot d'ordre d'indépendance n'implique pas seulement la dislocation de l'Espagne, qui en soi n'est pas éternelle ou à laquelle nous ne sommes pas plus attachés que les travailleurs des différentes régions de l'Espagne, mais peut constituer un puissant facteur de division des forces opposées au régime dont se saisiraient la réaction et les médias qu'elle contrôle pour manipuler et influencer la classe ouvrière et les classes moyennes, en réalisant un amalgame avec la République afin de les détourner de cet objectif politique, en leur expliquant par exemple que c'est à l'Espagne unifiée qu'ils doivent d'avoir un niveau de vie supérieur à celui de bien des peuples, et que des Etats réduits à des portions congrues n'auraient pas les moyens de leur offrir un tel niveau de vie...

Que ce genre d'arguments soit contestable ou comporte des contrevérités auxquelles se mêlent malicieusement certaines vérités, on le sait pertinemment, peu importe ici, mais les travailleurs peuvent y être sensibles, il servirait uniquement à choquer les esprits, à introduire le doute dans les esprits de manière à les paralyser ou à neutraliser toute action contre le régime.

C'est pour cette raison qu'il me semble important de dissocier ces deux mots d'ordre sans s'opposer frontalement au mot d'ordre d'indépendance lorsqu'on ne le partage pas, mais en expliquant à ses partisans le danger qu'il représente pour la suite de leur combat, dans la mesure où ils ne le gagneront qu'à condition que les travailleurs de toute l'Espagne se saisissent de celui de la République. Car pour vaincre l'Etat espagnol et son appareil de répression, il est indispensable que les travailleurs de toute l'Espagne s'engagent dans ce combat pour la République, ils ne doivent avoir aucune illusion sur leur chance de vaincre s'ils étaient divisés ou si leur combat se réduisait à leur seule région, si le mot d'ordre d'indépendance prévalait sur celui de la République, qui répétons-le peut rassembler l'ensemble des classes exploitées et opprimées de toute l'Espagne.

Le mot d'ordre de République en Catalogne ne s'imposera que s'il est repris par tous les travailleurs espagnols contre le régime en place à Madrid.

La République ne peut s'imposer qu'au niveau de toute l'Espagne.

Ce n'est pas tout à fait ce que dit le POID quand il écrit que "*la République catalane (serait le) premier pas vers les Républiques dans toute l'Espagne*", car il n'existera jamais de République en Catalogne ou ailleurs tant que le régime n'aura pas été abattu, il ne le permettrait pas ou alors ce ne serait qu'un clone du régime actuel qui fonctionne déjà en grande partie comme une République, la monarchie serait sacrifiée ou ses pouvoirs seraient encore réduits de manière à ne pas remettre en cause l'ordre établi... et la vie continuerait comme avant ! Est-ce cela que souhaitent les travailleurs de toute l'Espagne ?

S'il faut essayer d'éviter d'opposer le mot d'ordre de République à celui d'indépendance, il faut également éviter d'isoler la Catalogne des autres régions de l'Espagne, de les opposer les unes aux autres, dans l'esprit des travailleurs elles doivent être unis pour mener ensemble le combat contre l'Etat, s'ils veulent atteindre leurs objectifs politiques.